

Revue Mensuelle

ABONNEMENT

ÉTRANGER 50 francs.

Organe de
défense nationale
des Peuples
du



CAUCASE

**Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord**

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : *Georges GVAZAWA*

SOMMAIRE

Le « pacte » avec les Soviets.....	D ^r MIR
L'unité du Caucase.. ..	G. G.
Une note de la Délégation d'Azerbaïdjan à la S. D. N.	
Thadée Holowko.....	***
L'esprit de l'impérialisme.. ..	SUBIK TEKIN
L'Union Soviétique et les peuples coloniaux... ..	M. TCHOKAEFF
Lettre de Géorgie.....	K. CH.
En Azerbaïdjan.....	YIAVOUZ
La crise mondiale et le plan quinquennal.....	E. GLOVINSKY
Une Belgique orientale.....	***
Les propriétaires de biens pétrolifères et la question de 5 o/o.....	

CHRONIQUE

Azerbaïdjan — Caucase du Nord — Ukraine — Géorgie.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, *Rue du Sabot*, PARIS (6^e)



PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LE " PACTE " AVEC LES SOVIETS

Ces derniers temps, l'opinion publique de l'Occident a été vivement intéressée par la marche des pourparlers, touchant au « pacte » de non-agression avec les Soviets. Ce n'est pas sans une certaine surprise que le monde a appris l'ouverture de négociations pour la conclusion d'un pacte de non-agression entre la France et les Soviets, d'une part, et entre les Soviets et la Pologne, d'autre part. D'après les communiqués des journaux italiens, le premier contact entre la France et les Soviets, au sujet de la question du « pacte » de non-agression a eu lieu au dernier Congrès de l'Union de l'Europe, à Genève. C'est là que MM. Briand et Litvinov tombèrent d'accord sur la conclusion dudit « pacte ». Involontairement se pose la question de savoir si les bolcheviks ont à ce point évolué, à ce point mûri, pour qu'ils puissent, ne serait-ce que sur le papier, accepter le principe de l'arbitrage pour résoudre les conflits internationaux, qu'ils sont prêts enfin à signer un traité de non-agression avec les pays capitalistes ?... L'avenir nous le dira. Quoi qu'il en soit, les informations touchant aux pourparlers ont un caractère contradictoire et différent selon qu'elles nous viennent de Moscou, de Paris ou de Varsovie. Mais qui donc a pris l'initiative de la conclusion de ce pacte ? Si étrange que cela paraisse, chacun des participants cède l'honneur de cette initiative à l'autre partenaire. Personne ne veut en endosser la responsabilité. Mais il est un fait certain, c'est que les négociations ont commencé. M. Zaleski, ministre des Affaires étrangères en Pologne, se trouvant à un banquet organisé en son honneur à l'Exposition Coloniale à Vincennes, déclara en présence du Président du Conseil français, M. Laval, qui assistait au banquet, que « tout récemment » les gouvernements français et polonais, agissant en plein accord, avaient entamé, chacun séparément, des pourparlers avec une tierce puissance... Cette tierce puissance n'est autre, évidemment, que les Soviets. Ce même soir, à Berlin, M. Litvinov, commissaire aux Affaires étrangères, annonçait aux représentants de la presse « qu'il ne peut être question de pourparlers entre la Russie et la Pologne et que la Pologne n'avait fait aucune proposition au Gouvernement soviétique au sujet de la conclusion d'un pacte de non-agression... »

Pourquoi cette contradiction ?... Pourquoi deux ministres font des déclarations s'excluant l'une l'autre ?... De quoi s'agit-il. De toute évi-



dence le monde prête confiance aux déclarations de M. Zaleski — les pourparlers avaient lieu entre la Pologne et l'U.R.S.S. au sujet de la conclusion d'un pacte de non-agression. Cependant, si Litvinov se prête aujourd'hui à des équivoques, s'il chante une autre chanson, c'est évidemment qu'il a ses raisons et ces raisons il faut les chercher dans la réalité allemande. C'est qu'en Allemagne l'état d'esprit des cercles tant politiques qu'industriels est contrarié par la perspective de l'entente franco-polono-soviétique. M. Litvinov s'est empressé, il est vrai, de partir pour Berlin, afin d'y calmer l'opinion publique allemande. Et c'est en cela que consiste ce point resté obscur ! Où chercher la vérité ? Qui a pris l'initiative des pourparlers ? Nous devons à ce sujet chercher la vérité dans le communiqué de l'agence Havas, d'après lequel les Soviets, par trois fois, se sont adressés au Quai d'Orsay, demandant l'ouverture de pourparlers. Ce communiqué a produit l'impression qu'on attendait sur l'Allemagne. L'Allemagne, en effet, ne veut point d'une entente à la suite de laquelle les Soviets reconnaîtraient le *statu-quo* territorial à l'Est de l'Europe, autrement dit, les frontières actuelles de la Pologne, fixées à son profit par le Traité de Versailles. Il est curieux de lire le communiqué du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne, dans lequel, avec une satisfaction non déguisée, on annonce que le projet proposé par la Pologne à la Russie soviétique a été décliné et que pour le moment il n'y a pas lieu de s'inquiéter...

Nous ne comprenons pas bien pourquoi l'Allemagne aurait des raisons de s'inquiéter au sujet de la conclusion d'un pacte de non-agression entre la Pologne et la Russie soviétique. Le traité de Rapallo est présent à notre mémoire. Il contient sûrement un article secret concernant l'Est Européen et un accord militaire unissant la Reichswehr à l'Armée rouge. Le « pacte » franco-russe n'est pas avantageux pour l'Allemagne. *Quant aux Soviets, ils rêvent sans aucun doute d'une entente avec la France; uniquement avec la France.* Dans les conditions actuelles, l'Allemagne, en raison de la crise qu'elle traverse, ne peut mettre à la disposition des Soviets les crédits tant convoités; or, les Bolcheviks doivent trouver des crédits là où se trouvent des capitaux disponibles. Ces capitaux disponibles ne se trouvent qu'en Amérique et qu'en France. M. Hoover, fidèle au précepte de Monroé, ne veut avoir aucune relation avec la Russie soviétique. Il reste donc la France. C'est pourquoi les Soviets s'efforcent de se rapprocher d'elle. *Ce rapprochement est dicté non seulement par des considérations d'ordre politique, mais aussi par des considérations de caractère commercial.*

Depuis que la France a pris des mesures spéciales contre le dumping bolchevik, l'échange de marchandises entre la France et les Soviets est tombé à zéro, ce qui est très désavantageux pour les Bolcheviks. Ces derniers tentent à tout prix de conquérir le marché français pour l'exportation de leurs produits. *C'est ainsi que l'argent acquis tout d'abord par la vente de la marchandise du dumping et les crédits reçus par les Bolcheviks d'autre part serviront au développement du plan quinquennal.* Pour réussir dans leur accord avec la France, les Bolcheviks sont prêts à reconnaître une partie des dettes du Gouvernement du Tsar à la France. Il est clair que les Bolcheviks sont intéressés à poursuivre les pourparlers avec la France pour se créer une industrie puissante. Cette industrie porterait un coup sensible aux pays limitrophes, tout d'abord, à la Pologne en particulier. En cela réside le côté économique du problème, mais il en existe un autre, plus dangereux. *Personne n'ignore de nos jours que le plan quin-*

quennal a pour but en premier lieu de développer l'industrie militaire aussi bien que des préparatifs belliqueux.

En intensifiant les rapports commerciaux avec les Bolcheviks, en leur accordant des crédits sous une forme ou sous une autre, c'est contribuer à la consolidation rapide de l'appareil militaire bolchevik, dont le but est de porter un *coup à l'Occident*. C'est pourquoi les Bolcheviks ne veulent point d'un accord polono-roumano-français, ce qui ne répondrait pas à leur but. Leur plan consiste avant tout à isoler les pays capitalistes et à les ruiner chacun séparément. Cette manœuvre n'est plus un secret pour personne. Nul n'ignore qu'en ce moment la Pologne représente l'avant-garde de la civilisation européenne en Europe orientale, qu'elle retient l'attaque destructive des Bolcheviks. C'est pourquoi l'intérêt de tous les peuples civilisés de l'Europe consiste à ne pas se laisser prendre aux manœuvres de la diplomatie bolcheviste, qui mène une politique d'accords-pactes séparés, n'ayant du reste à leurs yeux aucune valeur. Il faut, tout au contraire, que les peuples d'Europe concentrent tous leurs efforts pour repousser l'attaque qui se prépare à l'Est et pour ce faire, il est indispensable de soutenir en premier lieu les nations qui constituent une barrière contre l'invasion des hordes bolchevistes.

D^r MIR.

L'UNITÉ DU CAUCASE

Nous croyons nécessaire de revenir une fois de plus sur cette question. L'opinion publique doit être informée exactement non seulement des aspirations des peuples du Caucase mais aussi et surtout des bases morales et matérielles qui déterminent d'une manière inéluctable la formation d'un Etat indépendant dans cette partie du monde. Qu'on se garde bien d'attribuer à l'occupation actuelle du pays par la Russie soviétique une importance qu'elle ne saurait comporter. Ce n'est qu'un sursaut de l'impérialisme russe condamné d'ores et déjà à s'évanouir comme un cauchemar sous le souffle créateur de la liberté et la pression des intérêts supérieurs du monde.

*
* *

Ce qui saute aux yeux avant toute chose, c'est la situation particulière du Caucase. Un coup d'œil sur la carte suffit pour saisir immédiatement que le Caucase ne peut être rattaché ni à la Moscovie ni à une autre puissance étrangère. Il doit avoir une existence à part, indépendante, avec toutes les possibilités de développement ultérieur. Sa situation géographique et sa structure physique le délimitent nettement de la plaine russe aussi bien que du plateau iranien. La vallée du Rion et la vallée de la Koura forment une telle dépression qu'on croirait que la nature les aurait tracées exprès pour réunir la mer Noire à la mer Caspienne, deux grands bassins qui baignent les côtes du Caucase; l'un l'approche et l'attache à tous les mouvements du monde civilisé et l'autre lui ouvre tous les horizons de l'Asie centrale.

En regardant cette carte on se demande ahuri, comment diable ce pays d'une zone presque tropicale a pu être rivié à Moscou ? Pourquoi pas alors à Arkhangelsk ? Là au moins s'ouvre un océan... On voit bien toute l'absurdité de la prétention de la Moscovie sur le Caucase, prétention dépourvue de tout bon sens, foncièrement contraire à la nature des choses et aux intérêts vitaux des peuples du Caucase. Il est curieux de voir que cette prétention vit encore non seulement à Moscou où l'ancien impérialisme, camouflé cette fois sous le vocabulaire marxiste, se cramponne désespérément au Caucase, mais aussi à l'étranger, parmi l'émigration russe dont la mentalité reste la même malgré des dures leçons infligées par l'histoire à l'esprit suranné de conquête et de domination.

L'unité territoriale du Caucase ne fait aucun doute.

Certes, « l'unité territoriale » ne peut à elle seule déterminer la formation d'un Etat. Cette objection est exploitée particulièrement par les russes dont la mentalité reste la même malgré les dures leçons infligées et de religions. Il ne peut pas vivre en paix. Et alors — la conclusion s'impose — le knout russe n'est pas tout à fait dépourvu d'une valeur salutaire pour les peuples soi-disant civilisés du Caucase. »

Nous ne voudrions pas porter la controverse sur ce terrain. Disons seulement qu'une forme la plus criante de la barbarie est sans doute le bolchevisme. Il prit naissance et se développa à Moscou et non pas au Caucase. Le Caucase, lui, luttait contre ce fléau et continue à lutter avec un héroïsme qui force l'admiration du monde. Cette remarque suffit, croyons-nous, pour couper court à l'objection et remercier nos bienfaiteurs pour le knout qu'ils peuvent garder pour eux-mêmes.

Mais est-ce vrai qu'il y ait un antagonisme dangereux entre les peuples du Caucase ? Rien n'est plus faux. Jamais que nous sachions il n'y a eu aucun conflit entre la Géorgie chrétienne et l'Azerbaïdjan musulman. En Géorgie on trouve nombre de villages musulmans, au milieu de la population géorgienne, mais leurs relations n'ont jamais été troublées par le moindre malentendu. A l'époque de la mainmise russe sur la Géorgie, la partie occidentale de l'Azerbaïdjan (Kazakh) faisait partie du Royaume de Géorgie; la garde royale du dernier roi de Géorgie était composée d'Azerbaïdjanis. Ils combattirent souvent sous le drapeau géorgien même contre leurs corréligionnaires. Il y a d'ailleurs toute une province géorgienne islamisée (Atchara). La différence confessionnelle ne joue donc aucun rôle dans les relations des deux peuples et ne peut porter la moindre atteinte à leurs rapports pleins d'estime réciproque et de cordialité.

Nous ne parlons pas de l'Arménie, chrétienne elle aussi, dont l'histoire millénaire est étroitement liée à celle de la Géorgie.

Pour voir clair il faut oublier les querelles mesquines, les insinuations malveillantes, les intérêts éphémères et ne considérer que le sort du Caucase dans son ensemble et dans son évolution historique. Situé au carrefour de deux continents, également ouvert à l'influence intellectuelle et morale de l'Europe et de l'Asie, le Caucase a été depuis des siècles travaillé par deux courants de deux grandes civilisations : celle d'Occident et celle d'Orient. Leurs rayonnements vivifiants façonnèrent l'esprit et le caractère des peuples du Caucase, et déterminèrent la structure presque identique de leur vie nationale et sociale. L'art, l'architecture, la poésie, la musique, autant de manifestations du génie de chaque peuple nous en fournit des preuves incontestables. On découvre partout, à quelques nuances près, le même caractère, la même mentalité, le même idéal.

L'unité intellectuelle et morale du Caucase ne saurait être mise en doute. Elle a ses racines profondes dans le passé lointain et ne manque jamais de se manifester au grand tournant de l'histoire du pays.

*
* *

Au cours de la révolution russe, le Caucase tout entier, comme une unité territoriale et nationale, se détacha le premier de la Moscovie et organisa son propre gouvernement à lui. Aucun malentendu, aucune friction n'eut lieu. Une seule volonté claire et précise se dessina dans tout le Caucase d'en finir une fois pour toutes avec la domination russe et se constituer en un Etat indépendant. Quelle fut son attitude générale ? Cela aussi a une importance qu'il ne faut jamais perdre de vue. La nouvelle formation d'Etat tourna aussitôt ses yeux vers les rivages ensoleillés de la Méditerranée, vers l'Europe civilisée, non certes pour y chercher un nouveau joug impérialiste ou capitaliste, comme l'insinuaient les bolcheviks russes, mais pour redresser la ligne normale de son évolution, pour renouer le fil interrompu au cours du dernier siècle par l'agression de l'impérialisme russe et emboîter le pas à la démocratie européenne.

Puis, lorsque le Caucase, sous la pression de forces extérieures, se divisa en quatre républiques, il resta tout de même fidèle à son idéal. Pour s'en convaincre on n'a qu'à lire les principes fondamentaux énoncés dans la déclaration d'indépendance de chaque république. Ces déclarations sont partout identiques, pas une virgule n'y est changée. La volonté s'en dégage, unanime et précise, de rester libre et fidèle aux principes démocratiques.

A l'étranger on s'étonna beaucoup de l'indifférence dont le Caucase faisait preuve pendant la guerre civile qui déferlait en Russie. Deux forces étaient alors aux prises, l'armée rouge et l'armée blanche. L'une combattait pour le triomphe du bolchevisme, l'autre pour le régime tsariste ou tout au moins pour l'unité de l'empire. La ligne de conduite était toute tracée pour le Caucase. Il ne pouvait soutenir ni l'une ni l'autre sans avoir abdiqué son propre idéal et ses intérêts vitaux. Pas une République caucasienne, libre cependant de disposer d'elle-même comme bon lui semblait, n'a pas voulu se mêler de la lutte qu'elle considérait comme une affaire intérieure de la Russie. Cette unanimité est frappante. Elle met à jour une fois de plus que le Caucase est hors de la Russie, non seulement territorialement : il l'est aussi moralement.

*
* *

Rien ne rapproche mieux les hommes et les peuples que le danger commun ou le malheur commun. L'invasion de l'armée rouge au Caucase a balayé tout malentendu pouvant exister entre les peuples du Caucase et les a dressés fraternellement unis contre les envahisseurs. C'est un fait. M. Kerenski en était profondément affligé et, en patriote consciencieux, il adressait d'amers reproches aux dirigeants de Moscou d'avoir provoqué cette union et mis ainsi en danger la domination russe sur le Caucase. L'aveu est à retenir.

N'en déplaise à M. Kerenski, l'impérialisme russe est d'ores et déjà voué à l'échec. Il doit desserrer ses griffes. Il ne peut rester indéfiniment une source de troubles et de conflits internationaux. Les temps sont chan-



carte le démontre — est en mesure de prêter l'échelle nécessaire et les outils de démolition efficaces.

Ainsi, une Russie régénérée, loin de servir de contrepoids à des ambitions dangereuses, sera naturellement portée à leur associer sa propre politique d'expansion. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir, et l'on risqué d'assister non pas à l'antagonisme que l'on escompte, mais à la conjonction étroite des deux impérialismes présumés rivaux.

Péril rouge d'aujourd'hui, caractérisé par les préparatifs signalés précédemment et l'énigmatique convention de Rapallo; péril blanc de demain, esquissé dans les propres journaux de l'émigration et susceptible de s'aggraver d'une crise réactionnaire en Allemagne; comment conjurer ces dangers présents et futurs ?

Sans avoir la prétention de préconiser une panacée — il n'en existe pas plus en politique qu'en médecine — capable de guérir notre vieux continent de ses tribulations présentes et prochaines, observons qu'en présence d'une situation ainsi définie, les diplomates d'autrefois eussent tenté avant tout à rétablir l'équilibre compromis; et, sans s'embarrasser de discussions nuageuses, d'opposer à une coalition en voie de formation le groupe des intérêts opposés. Richelieu n'a pas agi autrement en recherchant l'aide des petits princes protestants d'Allemagne contre la puissante Maison d'Autriche; et la Grande-Bretagne, en soutenant les nations européennes, d'abord contre la France de Louis XIV et de Napoléon, puis contre la Germanie de Guillaume II. Aux tentatives d'hégémonie d'une puissance ou d'un groupe d'Etats, le moyen rationnel de faire échec est évidemment de susciter l'association des pays menacés. Procédé peut-être suranné, mais toujours efficace; car, en diplomatie comme dans le reste, le mieux semble encore d'user de méthodes d'apparence discrète, à condition de les adapter aux nécessités de l'époque et à l'évolution du monde moderne.

C'est d'ailleurs, malgré la rhétorique dont on l'enveloppe, la règle qui présida à l'élaboration du règlement de comptes de 1919, c'est elle qui assure le maintien de la stabilité présente si précaire soit-elle. Le bloc de la Petite Entente est encore le plus sûr garant de l'ordre en Europe centrale. Il prémunit cette partie du continent des bouleversements que veulent apporter aux statuts territoriaux actuels, les pays défaits, mécontents ou démembrés, impatients de corriger les anomalies existantes; tandis qu'en face des flots grondants de la mer russe, se dresse la digue des Etats nouveaux ou agrandis depuis la guerre, unis les uns aux autres par la plus évidente des communautés d'intérêts.

Mais, une telle digue est, comme un organisme vivant, exposée à mille dangers. On doit la surveiller sans trêve, remplacer les moellons disparus, boucher les fissures, surtout dans les parties les plus exposées, aux frontières méridionales de la Pologne, où une propagande sournoise filtre sans trêve, cherchant à dissocier l'Etat, à attirer les ressentiments entre le gouvernement et ses sujets ruthins. On doit prendre garde au ressac qui menace d'emporter des pans de muraille en face des Républiques soviétiques de Carélie et de Moldavie; prodiguer partout le ciment de l'arbitrage et de la conciliation. On doit aussi le mettre en état de résister aux raz de marée futurs, dont tout esprit averti, comme l'auteur de l'article sur l'armée rouge, appréhende aujourd'hui l'ampleur; et dans ce but, prévoir son renforcement, l'adjonction de nouveaux brise-lames, de nouveaux murs de soutènement.

incalculables. Mais cela n'est possible que si le Caucase forme un Etat indépendant strictement soumis aux règles du droit international.

Jamais l'unité morale et la solidarité des peuples du Caucase, la mise en œuvre de toutes leurs forces, n'ont été aussi évidentes et aussi nécessaires qu'en ce moment historique.

G. G.

Une note de la Délégation d'Azerbaïdjan à la S. D. N.

En connexion avec le mouvement des insurrections de paysans en Azerbaïdjan, le Président par intérim de la Délégation d'Azerbaïdjan, le Docteur Mir-Yakoub-Bey, s'appuyant sur les informations qu'il a reçues de son pays, a adressé une note à tous les Etats faisant partie de la Société des Nations, dont voici la teneur :

EXCELLENCE,

La douzième session de l'Assemblée de la S.D.N. s'ouvre à un moment bien difficile et trouble. La situation économique mondiale est un objet de préoccupations pour les meilleurs esprits et la nécessité d'établir des bases d'une collaboration entre toutes les nations civilisées du monde ne fait plus de doute pour personne.

Mais l'établissement de cette collaboration est subordonné à un esprit de paix et de concorde entre les Etats et nécessite le développement partout d'un état de choses normal et la possibilité de donner le moyen à la population de tous les pays de travailler paisiblement.

La réalisation de cet état de choses exige de la part des nations civilisées un esprit de loyauté et le désir sincère, sans arrière-pensée, de travailler pour le bien commun.

Or, il est manifeste que, loin d'être guidés par cet état d'esprit, les dirigeants de l'U.R.S.S. et du Komintern déploient toutes leurs ressources afin de saboter et de ruiner les bases mêmes de la civilisation mondiale. La propagande effrénée d'une part, le dumping tendant d'amener la confusion et de détruire la vie économique des nations et l'armement à outrance d'autre part, telles sont les méthodes des bolcheviks russes.

Sans nous arrêter sur les questions de propagande et du dumping, dont toute la presse mondiale a parlé et continue de parler, nous nous permettrons de nous arrêter sur la question des armements, qui se poursuivent intensément par les Soviets, pour assurer le triomphe de la Révolution mondiale. Les innombrables défilés de troupes rouges dans toutes les villes de Russie, l'entraînement militaire de toute la population, la militarisation générale de toute la masse prolétarienne, et même l'instruction militaire obligatoire des élèves des écoles supérieures et secondaires sont

destinés à créer et à entretenir l'esprit guerrier dans tous les milieux et à préparer ainsi une masse prête à être lancée le moment choisi.

Parallèlement, l'« Ossoviachim », Association groupant vingt-deux millions d'adhérents, multiplie les exercices de préparation à la guerre.

D'un autre côté, le fameux plan quinquennal concourt à la préparation des armes et munitions et une attention particulière est portée au développement de l'industrie métallurgique, des constructions mécaniques et de l'industrie chimique, à la fabrication des gaz asphyxiants en particulier.

Bien que le budget officiel de l'aviation « civile » atteigne cette année la somme de *deux milliards et demi de francs*, sans parler des centaines de millions fournis par d'autres organisations du genre d'Ossoviachim, les dirigeants de Moscou dénoncent le danger d'une intervention qui se prépare de la part des puissances européennes et se déclarent partisans de la paix.

Afin de mieux pouvoir poursuivre leur but de désorganisation de la vie économique de l'Europe par le « dumping », M. Litvinov propose à Genève l'élaboration d'un pacte de non-agression économique.

Il est évident que tant que cet esprit de guerre et de destruction continuera de régner en U.R.S.S., le problème de la stabilisation et de collaboration entre les nations sera loin d'être résolu et la menace directe de la guerre et des soulèvements communistes à l'intérieur des pays capitalistes ira en s'aggravant.

Le règne despotique du régime communiste tient sous sa fêrule plusieurs peuples non russes qui, de force, sont entraînés dans ce mouvement guerrier. Le Caucase, l'Ukraine, le Turkestan et d'autres sont maintenus par la force de l'armée rouge et par les persécuteurs du Guépéou dans les cadres de l'U.R.S.S. Dans les pays musulmans, notamment en Azerbaïdjan, où jusqu'ici le service militaire obligatoire n'était pas appliqué, on a levé néanmoins de gros contingents.

La Délégation de la République d'Azerbaïdjan a eu l'honneur maintes fois d'attirer l'attention de la S.D.N. sur l'atroce souffrance du peuple azerbaïdjanien, qui continue de combattre avec acharnement pour se libérer du joug bolchevik et reconquérir sa liberté et son indépendance. De même, les autres peuples non russes déploient leurs efforts de libération.

Ainsi le peuple azerbaïdjanien lutte et verse son sang, et résiste par tous les moyens aux entreprises belliqueuses des bolcheviks russes, en refusant les levées de contingents pour le service militaire. Mais, malheureusement cette lutte héroïque du peuple azerbaïdjanien, ainsi que d'autres nations non russes déjà citées, se poursuit au milieu de l'indifférence générale des nations civilisées; parmi lesquelles les bolcheviks russes trouvent souvent un appui et des crédits leur facilitant leurs entreprises néfastes.

La Délégation d'Azerbaïdjan s'adresse à la Haute Assemblée pour protester hautement contre les persécutions que subit la population azerbaïdjanienne et pour affirmer une fois de plus que seulement la libération des peuples emprisonnés dans l'U.R.S.S. lesquels s'efforcent de briser leurs chaînes peut créer une situation normale capable d'amener la pacification nécessaire et d'établir une collaboration entre peuples dans l'intérêt général de l'humanité.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de notre très haute considération.

Secrétaire général :

ABBASBEK.

Président par intérim :

D^r MIR-YAKOUB.

prométhée
le 58 Sept
1931

Thadée HOLOWKO

La mort tragique de Holowko, ancien directeur du département oriental au ministère des affaires étrangères et un des leaders du parti gouvernemental à la Diète polonaise, a eu une répercussion douloureuse, non seulement en Pologne mais aussi à l'étranger, où la regrettée victime de la barbarie moderne comptait de nombreux amis et admirateurs.

Le terrible coup de feu de Trouskavetz qui est venu interrompre une si belle carrière politique ne peut être expliqué par une vengeance d'ordre personnel. Holowko était d'une courtoisie raffinée et délicat de manières. Au premier contact il donnait l'impression d'un homme plein d'énergie qui sait ce qu'il veut et qui poursuit son but avec méthode et ténacité. Il parlait peu, il écoutait, il observait, mais lorsqu'il se décidait enfin de faire quelque remarque, un éclair passait sur les choses et illuminait les horizons lointains de la question. Il avait le don de convaincre sans trop insister et le charme de créer une atmosphère de confiance et d'amitié. Un tel homme peut avoir des adversaires, c'est tout naturel, mais on a peine à croire qu'il puisse se créer des ennemis sanguinaires. Non, la cause véritable de l'agression barbare, doit être recherchée ailleurs, dans la situation générale qui s'est créée dans l'Est européen où tant d'intérêts contradictoires d'ordre politique et national se heurtent et s'enchevêtrent... Là, en effet, Holowko occupait une place particulière, et jouait un rôle dont on ne saurait méconnaître l'importance.

En Thadée Holowko s'incarnait toute la jeune Pologne, vigilante et agissante, toujours aux aguets en vue de sa sécurité nationale et de ses intérêts vitaux. Esprit large et cultivé, Holowko avait la compréhension nette du rôle dévolu à sa patrie dans l'évolution du monde, aussi n'a-t-il jamais manqué à son devoir, à ce devoir tracé par le patrimoine ancestral de la Pologne si chargé de souffrances et de gloire. Il avait les yeux constamment fixés sur les horizons politiques de sa patrie ; il épiait chaque nuage qui du fait de son apparition risquait d'assombrir la situation intérieure du pays et il s'employait de son mieux à prendre les mesures nécessaires pour conjurer tout péril. Il voyait haut et loin. Il s'appuyait naturellement sur les forces débordantes de la jeune nation mais ne négligeait point les courants d'idées favorables dont le monde actuel est travaillé. Un Moïse trouve toujours même dans le désert un rocher qu'il faut frapper du bâton pour que les eaux vives en jaillissent. Holowko trouvait ces eaux, là où un esprit borné n'eût jamais soupçonné leur existence... On regrettera sincèrement la disparition de cet homme non seulement en Pologne mais aussi dans nombre d'autres pays dont le sort paraît étroitement lié à celui de la Pologne et à l'évaluation grandissante de sa puissance.

Les funérailles grandioses que la ville de Varsovie lui a réservées, ont bien montré la douleur de la population de la capitale polonaise. Plus de 20.000 personnes suivaient dans un recueillement impressionnant le convoi funèbre. On y voyait des représentants officiels de presque tous les pays étrangers, y compris les délégués de l'Ukraine, de la Géorgie et l'Azerbaïdjan, ainsi que ceux du Caucase du Nord et du Turkestan.

Cette imposante procession a souligné une fois de plus que Thadée Holowko a succombé sur le champ de bataille pour la grandeur de sa patrie et pour le triomphe d'un idéal toujours cher à l'humanité.

Inclinons-nous devant cette noble figure disparue et soyons certains que d'autres sauront achever la tâche qu'il nous laisse inachevée.

G. G.

L'Esprit de l'Impérialisme

La révolution russe a mis en avant toute une série de mots d'ordre qui ont été utilisés par les bolcheviks dans le but de s'emparer du pouvoir et de la démagogie.

D'entre tous ces mots d'ordre, on distinguait ceux-ci : tout le pouvoir aux ouvriers et aux paysans, la terre aux paysans et l'autodétermination des peuples. Et ces mots d'ordre se propageaient grâce aux bolcheviks avec une force et une insistance toute particulière. Depuis bientôt quatorze ans, les bolcheviks russes se sont emparés du pouvoir, depuis quatorze ans ils soumettent les peuples faisant partie de l'Union soviétique à des expériences sans nombre. Quel a été en réalité le résultat de ces mots d'ordre ?

La question touchant à la transmission du pouvoir aux ouvriers et aux paysans a été en théorie, sur le papier, résolue, mais en réalité ce pouvoir se trouve entièrement concentré dans les mains de Staline, entouré d'une poignée de communistes, si bien que la dictature la plus absolue constitue le régime actuel de l'Union soviétique. Pour ce qui est de la transmission de la terre aux paysans, cette transmission eut lieu, en effet, au début de la révolution, mais par la suite, cette terre leur fut enlevée et continue à l'être sous forme de lutte contre les koulaks et de collectivisation rurale. C'est ainsi que se constitue un régime qui transforme le paysan en type de serf, inconnu même au temps le plus rigoureux du servage en Russie.

Quant au troisième mot d'ordre, à l'autodétermination des peuples, il a été mis à profit par les bolcheviks en tant que manœuvre de tactique dans le but de s'emparer du pouvoir. C'est en voyant les aspirations des peuples faisant partie de l'ancien empire russe pour leur autodétermination que les bolcheviks firent leur, ce mot d'ordre, et qu'ils proclamèrent le droit des peuples à l'autodétermination poussée jusqu'à la séparation.

Aussitôt arrivés au pouvoir, les bolcheviks inaugurèrent une politique entièrement opposée. Les peuples qui avaient eu la possibilité de déclarer leur indépendance, tels que l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Ukraine, etc., furent inclus par la violence dans ce qu'on appelle l'Union Soviétique. Cependant, l'idée de l'autodétermination des peuples ne pouvait être étouffée et les bolcheviks furent obligés, ne serait-ce qu'en principe et sous une forme communiste, de faire quelques concessions théoriques aux peuples faisant partie de cette Union soviétique. En dépit de toutes les restrictions, l'idée d'autodétermination parmi les nationalités non-russes a continué à se développer et à se fortifier. Parallèlement et comme pour contrebalancer ce mouvement, un courant de russification, de centralisation se mani-

festait parmi les bolcheviks et la lutte a pris un tel développement que ces derniers ont dû se résigner à accorder aux nationalités non-russes le droit d'avoir un enseignement en langue nationale locale conjointement avec la langue russe. Une manifestation de cette lutte apparaît clairement dans un article paru dans le journal *Zaria Vostoka*, de Tiflis, N° 142. L'article de tête de ce journal a été, en effet, spécialement consacré au conflit qui s'est élevé entre le nationalisme grand-russien et les nationalismes géorgiens et azerbaïdjanais. Il y est dit, notamment, ce qui avait été maintes fois signalé dans ce journal, à savoir, que le nationalisme russe représente un grand danger du fait qu'il s'efforce de reprendre la place prépondérante qu'il occupait autrefois et que sous le couvert du bolchevisme, les nationalistes russes font l'impossible pour empêcher la nationalisation des institutions mettant ainsi obstacle à la préparation des cadres. Pour arriver à leurs fins, écrit encore ce journal, les nationalistes russes ont recours à l'appareil du parti communiste. Après avoir énuméré toute une série de faits confirmant les aspirations du nationalisme grand-russien dont il a été parlé, la *Zaria-Vostoka* demande au Congrès des Soviets de lutter contre ce mouvement, attendu qu'en l'admettant, on désarmerait la classe ouvrière et les communistes de Transcaucasie devant le chauvinisme russe; c'est pourquoi, conclut le journal, il faut être prêt pour lutter contre ce danger du Nord.

A ce sujet, il n'est pas sans intérêt de rappeler, qu'au 12° Congrès des Soviets, un conflit éclata entre Staline et Boukharine sur la question du nationalisme.

Boukharine prétendait que le plus grand danger était celui du nationalisme grand-russien lequel, s'appuyant sur le parti communiste, aspire au principe d'une Russie une et indivisible, et c'est pourquoi Boukharine trouve indispensable de lutter contre cet esprit grand-russien, les nationalismes locaux ne présentant par eux-mêmes aucun danger.

Répondant à Boukharine, M. Staline prétendait que bien que le nationalisme grand-russien ait pris une position d'offensive alors que les nationalismes locaux en aient une, défensive, le danger n'est pas moins grand des deux côtés et c'est pourquoi la lutte doit être menée sur les deux fronts. Le Congrès décida donc la nécessité pour le parti communiste russe de lutter contre le nationalisme russe et pour les partis communistes locaux de lutter contre les nationalistes locaux.

Cette décision eut pour effet de contribuer à l'arrêt complet du processus de nationalisation sur place, ce processus étant inutile en Russie même, le besoin de nationalisation étant inexistant, alors qu'il était nécessaire dans les régions non-russes. Sous l'influence de cette décision, les processus de nationalisation sur place durent cesser en raison des obstacles accumulés par les communistes russes d'une part, et par les organismes locaux du parti d'autre part. Cette double campagne eut pour résultat d'empêcher tout mouvement national; les éléments nationalistes d'entre les communistes furent éliminés de leurs postes et exilés en Russie sous un prétexte quelconque. Et, chose digne de remarque, l'on vit la *Zaria Vostoka*, organe de la République de Transcaucasie, se dresser contre la situation ainsi créée et accuser même le journal *Bakinski Rabotchi*, paraissant à Bakou, en langue russe, de garder ostensiblement le silence sur ce point et favoriser ainsi le nationalisme grand-russien.

Autant qu'on puisse en juger, nous voyons l'idée d'autodétermination nationale se développer de plus en plus; nous la voyons s'emparer non



seulement des larges masses de la population, mais aussi du parti communiste. Il est certain que le développement ultérieur de cette idée déchaînera une lutte ouverte des nationalismes locaux contre le nationalisme grand-russien. A côté des éléments nationaux nous verrons les communistes locaux, jusqu'à présent trompés par Moscou, prendre part eux aussi à cette lutte.

SUBIK-TEKIN.

L'Union Soviétique et les Peuples Coloniaux

En dépit des affirmations de nombreux hommes politiques d'Europe touchant à la possibilité d'une collaboration loyale et pacifique du pouvoir soviétique avec l'Europe bourgeoise, les bolcheviks moscovites continuent à développer leur propagande « en profnodeur, à l'arrière de l'impérialisme européen ». Le travail des bolcheviks, autrement dit, du pouvoir soviétique, dans ce domaine est d'autant plus facile, que fréquemment du haut de la tribune des parlements européens on peut entendre des déclarations affirmant que le gouvernement soviétique n'est aucunement responsable des agissements du Komintern, que le Komintern (l'Internationale communiste) n'a rien de commun avec le pouvoir soviétique. A ce sujet, il nous est arrivé plus d'une fois de rappeler la réponse de l'ancien président du Comité Central de l'Internationale communiste, M. Zinoviev qui, aux essais tentés par les hommes politiques d'Europe de séparer le pouvoir soviétique du Komintern déclarait : « Le pouvoir soviétique et le Komintern sont les fondements et le toit d'un seul et même édifice. Il est donc ridicule de demander si ce sont les fondements qui soutiennent le toit ou si c'est le toit qui soutient les fondements... » L'on ne saurait parler plus clairement ni mieux préciser la fusion qui existe entre le pouvoir soviétique et le Komintern et les rapports qui existent entre ces deux institutions moscovites. Mais l'on dirait qu'en Europe « l'on s'est donné le mot » pour oublier tout cela et dans la signature des représentants du Gouvernement soviétique touchant à la promesse de s'abstenir de toute propagande subversive l'on persiste à voir un témoignage de loyauté exceptionnelle de la dictature moscovite... Les Européens sont tout disposés à « séparer l'un de l'autre le toit des fondements d'une même maison » et à reconnaître à chacune des parties intimement liées entre elles de cet édifice bolchevik, une vie indépendante individuelle... Et ce, malgré que les bolcheviks continuent, tout comme le fit Zinoviev, à préciser, à confirmer la définition donnée sur les rapports qui existent entre le Gouvernement de Moscou et l'Internationale moscovite. Il serait en effet bien étrange, aussi bien que naïf, d'essayer de séparer le Komintern du pouvoir soviétique.

Profitant de l'idée bien arrêtée que professent à ce sujet les Européens, les bolcheviks moscovites ne songent nullement à cacher leurs véritables intentions, aussi continuent-ils avec un redoublement d'énergie à élargir leur travail de propagande communiste en Orient, dans les colo-

nies des Etats européens. Sous ce rapport, les articles publiés dans la revue de propagande *Novvy Vostok* (N° 29), récemment parue, présentent un intérêt tout particulier. Il convient d'ajouter que cette revue qui, jusqu'à présent, était considérée comme le principal organe de propagande soviétique en Orient, est reconnue de nos jours comme ne répondant pas aux exigences du travail du Komintern. Ladite revue sera donc supprimée; disparaîtra également l'*Association scientifique des orientalistes de l'U.R.S.S.* qui était chargée de sa publication. Cette décision est motivée par le fait que ladite Association et son organe ne remplissaient pas la tâche de centre orientaliste marxiste-léniniste qui lui était assignée. Actuellement, une nouvelle *Association marxiste-léniniste* près l'Académie communiste de Moscou est venue remplacer l'ancienne Association et, comme cette dernière, elle a charge d'éditer un journal sous un autre nom. Selon les explications fournies par l'un des dirigeants de la « propagande scientifique-révolutionnaire » en Orient, M. Dimanstein, la nouvelle institution près l'Académie des sciences doit devenir un « laboratoire scientifique révolutionnaire dans les mains des bolcheviks » et il doit avoir un caractère « anti-impérialiste colonial ». De son côté, l'Association des orientalistes-marxistes souligne dans sa déclaration, que « son travail devra se réaliser dans un esprit de marxisme-léninisme belliqueux ». Si bien que tout ce qui a été fait par les bolcheviks moscovites en Orient, est considéré comme quantité négligeable. Le travail révolutionnaire dans un esprit marxiste-léniniste belliqueux commencera dès maintenant, après que de la tribune de certains parlements européens a été confirmée l'irresponsabilité du pouvoir soviétique en ce qui concerne l'activité du Komintern.

Il est à remarquer qu'à la base du travail de propagande anti-impérialiste coloniale dans l'esprit marxiste-léniniste belliqueux se trouvent non seulement les directives contenues dans le discours de M. Staline qui, lui, ne fait pas partie du gouvernement et qui, selon certaines dispositions, ne lie en aucune façon la responsabilité du pouvoir soviétique à ses actes et à ses paroles, seraient-ce des directives données au gouvernement même, mais encore celles contenues dans le discours du président du Conseil M. Molotov, à la XVI^e session du parti. A signaler notamment, qu'après les paroles de M. Staline concernant le « développement ultérieur de l'autorité et de l'influence de l'Internationale communiste », suivent les déclarations du président du Conseil des commissaires, M. Molotov au sujet du « joug insupportable de l'impérialisme dans les colonies, en Indo-Chine, en Afrique, à Haïti, aux Philippines, au Nicaragua, en Palestine ». Une place toute spéciale a été réservée dans le discours de M. Molotov à la « double exploitation des masses laborieuses de l'Inde par l'impérialisme britannique, par la bourgeoisie de l'Inde elle-même et par les féodaux »... Concluant, le président du gouvernement moscovite déclare, dans la partie du discours touchant à l'Inde : « Seul le parti communiste peut être à la tête du mouvement triomphateur du prolétariat de l'Inde contre l'impérialisme britannique et contre les classes bourgeoises féodales à l'intérieur du pays. »

Tels sont les passages des discours de MM. Staline et Molotov qui, d'après M. Dimanstein, « servent de directive aux travaux d'orientalisme soviétique pendant une assez longue période et qui obligent les bolcheviks à développer un puissant travail révolutionnaire et à lutter puissamment contre toute déviation sur le front de l'orientalisme et contre l'opportu-

nisme et le faux marxisme ».

N'allez pas croire qu'il soit question ici de « déviation dans le travail d'orientalisme » ayant un esprit de recherches scientifiques « bourgeoises-européennes ». Non, il est question de déviation d'après la conception bolcheviste. C'est le cas d'après M. Molotov, de ce communiste « renégat » et « déviateur », M. Roy, récemment arrêté au Bengale, lequel est considéré comme « incapable de créer un parti communiste dans l'esprit du marxisme-léninisme belliqueux » comme l'exigent les nouvelles directives pour les travaux révolutionnaires anti-impérialistes-coloniaux dans les colonies des Etats européens. Or, Roy est ce même révolutionnaire qui avec Lénine composait des « thèses sur la question nationale », thèses approuvées par le 2^e Congrès du Komintern en 1920.

Sous quelle forme les bolcheviks pensent-ils organiser leur travail dans la nouvelle « Association des orientalistes marxistes-léninistes » ?

Evidemment, explique M. Dimanstein, en suivant les directives du XVI^e Congrès. Dans la résolution de ce Congrès, poursuit M. Dimanstein, il est dit : « Le Congrès estime qu'il faut continuer la lutte contre l'opportunisme en pratique dans les travaux des sections du Komintern. Dans notre travail d'orientalisme, nous devons avoir en vue, prenant en considération nos échecs et le fait que notre travail est intimement lié au mouvement révolutionnaire croissant à l'étranger, dans les pays coloniaux que nous devons étudier, instruire et soutenir. »

Il semble qu'un tableau assez clair des rapports qui existent entre les bolcheviks moscovites et le mouvement révolutionnaire dans les colonies a été fait ici. Mais pour les « marxistes-léninistes belliqueux », renforcés par les discours-directives de MM. Staline et Molotov, cela a paru insuffisant, et voici que M. Dimanstein en esquisse un tableau plus caractéristique encore :

« En notre qualité de marxistes-orientalistes, écrit-il, nous devons populariser assez largement tout ce que le XVI^e Congrès du parti a décidé en ce qui concerne nos questions. Nous devons intéresser davantage les larges masses laborieuses de l'U.R.S.S. avec les questions touchant à la révolution en Orient en tant que l'un des problèmes les plus importants de la révolution mondiale. *Nous devons montrer jusqu'à quel point le sort de l'U.R.S.S. est, dans une certaine mesure, sinon dans sa majeure partie, lié au problème oriental et inversement, combien l'existence de l'U.R.S.S. et son développement sont des facteurs décisifs dans la question de la libération des peuples opprimés par le joug des impérialistes. Cela nous impose une réelle responsabilité et nous oblige à travailler d'un allant tout différent de celui avec lequel nous avons travaillé jusqu'à ce jour* » (p. XVIII).

Vient ensuite un certain programme de ce « travail ».

« Il faut montrer, écrit M. Dimanstein, plus en relief, ce véritable pillage des masses populaires qui se pratique dans toutes les colonies, pillage qui se poursuit de nos jours encore, pour qu'on voit clairement l'immense étendue de terrain favorable à la révolution. »

Et c'est ainsi que la nouvelle « Association des orientalistes soviétiques à l'esprit marxisme-léniniste belliqueux » se propose d'éditer une littérature populaire touchant au parti communiste chinois, à la lutte en Indo-Chine, en Arabie, aux îles Philippines, à Haïti, et d'informer les peuples de l'U.R.S.S. de la situation des « peuples de ses pays opprimés par l'impérialisme ».

D'autre part, les marxistes-léninistes belliqueux préparent une littérature « en langues accessibles aux peuples opprimés afin de les instruire sur la vie des peuples de l'U.R.S.S. jouissant d'une complète liberté nationale ».

Tel est en abrégé le schéma du travail révolutionnaire soviétique en Orient, dans les colonies de l'Inde et de l'Indo-Chine en particulier. Et il serait puéril de douter que les bolcheviks, autrement dit le Gouvernement soviétique ne réalise ce programme. Il n'est en effet que trop vrai de dire que « le sort de l'U.R.S.S. est intimement lié au problème oriental et inversement, que l'existence de l'U.R.S.S. et son développement ultérieur sont des facteurs décisifs dans la question de la libération des colonies. »

Oui, de toute évidence, les bolcheviks réaliseront leur nouveau programme belliqueux. Ils inonderont de tracts révolutionnaires les colonies et dans cette littérature bien spéciale, le sang des peuples que fait couler ce même gouvernement soviétique sera remplacé par des larmes de reconnaissance et de joie.

Il est vrai encore que les bolcheviks inonderont les confins non-russes de l'U.R.S.S. d'une littérature qui parlera des « atrocités commises par les impérialistes dans les colonies ».

Mais ces colonies qui attendent de l'U.R.S.S. leur « libération » connaîtront-elles la véritable situation qui est faite aux peuples du Caucase et du Turkestan ?... Sauront-ils jamais, ces peuples coloniaux, cette affreuse vérité, que sous le couvert de « libération nationale » des confins non-russes, le gouvernement soviétique de Moscou libère effectivement ces pays de la présence des indigènes ?...

Voilà donc ce qu'il en est, s'il s'agit de donner à ces peuples coloniaux un tableau véridique de la manière dont le pouvoir soviétique applique la politique nationale d'autodétermination dans les régions non-russes de la périphérie !...

M. TCHOKAÏEFF.

Lettre de Géorgie

En Géorgie, la vie est difficile, insupportable. Elle l'est politiquement, économiquement, intellectuellement, moralement. C'est le sentiment général, aussi bien des opprimés, dont les souffrances sont sans bornes, que celui — chose paradoxale — des oppresseurs immédiats, de ces tristes exécuteurs des ordres du Gouvernement de Moscou.

Ces serviteurs de l'impérialisme russe, qui doit maintenir sa domination à tout prix au Caucase, vivent dans l'inquiétude continuelle parce qu'ils sont convaincus qu'ils n'ont pas d'avenir, parce qu'ils savent que le moment viendra qu'ils seront balayés sans pitié, et leur présent est plein de difficultés : ils n'arrivent pas à organiser la vie économique du pays; au contraire, tout va de mal en pis; ils ne parviennent pas, avec toute la cruauté du monde et avec des mesures de répression les plus féroces, à extirper l'esprit de liberté et d'indépendance chez le peuple géorgien. Les persécutions se heurtent, en Géorgie, à la résistance, préci-



sément de ceux au nom desquels les soviets prétendent gouverner, des ouvriers et des paysans. Ceux-ci sont toujours assistés par les intellectuels géorgiens et le mécontentement de la population contre le régime soviétique grandit sans cesse. Cela donne beaucoup à faire au pouvoir d'occupation qui est le Commandement Militaire Rouge, rouge du sang du peuple qu'il a fait couler à flots. Cela trouble le sommeil des serveurs de l'impérialisme bolcheviste qui s'appellent des Commissaires du peuple et des dirigeants du parti communiste.

Les opprimés ont la vie autrement dure. Désarmés et dans une misère épouvantable, ils ont à lutter contre un ennemi armé jusqu'aux dents. Cet ennemi utilise souvent, contre les insurgés, des gaz asphyxiants, des avions, des mitrailleuses, des canons de la montagne, des tanks, tous du dernier modèle de la technique moderne, achetés à l'étranger. Et, pour comble, en échange de ces armes de guerre contre un peuple désarmé, les spoliateurs russes payent avec les biens dont ils ont dépouillé ce même peuple, en manganèse géorgien. Et les étrangers achètent ce manganèse aux Soviets en leur vendant en échange des armes meurtrières !

Savent-ils que les produits caucasiens, comme le pétrole et la benzine, exportés à vil prix sont introuvables sur les marchés du Caucase, à la source même de ces produits, ou s'y vendent à des prix fabuleux, par exemple, un litre de benzine coûte 1 1/2 rouble (20 francs français ou 4 francs suisses) !

Le monopole de l'Etat n'admettant pas les marchandises de provenance étrangère, impose aux peuples du Caucase ses propres productions des régions moscovites à des prix aussi arbitrairement élevés qu'elles sont de mauvaise qualité ; par exemple, une paire de souliers se vendant à Moscou 70 à 80 roubles, coûte plus de 300 roubles à Tiflis.

Ainsi le Géorgien est exploité et opprimé triplement : comme Géorgien (oppression nationale), comme ouvrier (exploitation féroce qu'aucun pays capitaliste n'a jamais connue) et comme consommateur (des mauvaises marchandises lui sont imposées à un prix exorbitant) par l'« Etat prolétarien » en sa quadruple qualité, de patron, de marchand, de tyran, d'étranger.

Ce singulier « Etat prolétarien » gaspille d'énormes richesses du peuple dans la propagande et dans l'entretien d'immenses forces armées, pour faire croire à la population qu'elle se trouve dans les meilleures conditions du monde. Et, lorsque quelqu'un exprime le moindre doute, le Guépéou est toujours en garde pour l'arrêter immédiatement, le fusiller ou le déporter dans les régions les plus éloignées du Nord de la Russie ou en Sibérie, ce qui équivaut à la condamnation à mort puisque, une fois déporté, on n'en revient plus.

Mais voici un phénomène remarquable qu'on observe ces derniers jours : un certain nombre de dirigeants soviétiques de Transcaucasie et de Géorgie se permettent de tenir presque le même langage que les insurgés qui sont pourtant obligés de se cacher dans les forêts et dans les montagnes et qui n'en sortent que pour engager des combats avec les détachements du Guépéou. Ainsi, après la chasse aux intellectuels géorgiens — révocations des meilleurs professeurs de l'Université de Tiflis, exclusion des écrivains les plus populaires de l'Association des gens de lettres géorgiens, etc. ; — c'est l'officiel *Zaria Vostoka* (N° 167) qui écrit : « La

culture, la langue et les mœurs géorgiens sont poursuivis, persécutés. La propagande anti-géorgienne s'est trop amplifiée ». Et, de son côté, Philippe Makharadze, président du gouvernement soviétique de Transcaucasie et président des soviets de Géorgie, publie un article dans la même *Zaria Vostoka* et dans le *Komounist*, où il dit notamment :

« Dans le Sovkhoz d'Alazan travaillent 3.500 ouvriers, mais les besoins les plus minimes de la vie, les conditions les plus élémentaires de ces ouvriers ne sont pas assurés par le Sovkhoz. Il manque de voies de communications et il est impossible de s'y rendre pendant la pluie ainsi que d'en sortir, il n'y a pas de logements. Il est vrai que l'on y a construit récemment des baraques, mais je n'ai jamais vu de toute ma vie une chose pareille : ces bâtisses fraîchement construites s'écroulent d'elles-mêmes. Les anciens logements sont archi-pleins : les célibataires et les pères de famille, avec leurs femmes, leurs enfants, se trouvent entassés dans une même chambre. Les médicaments manquent et en général l'assistance médicale n'est pas organisée. Les baraques sont dans un état de saleté épouvantable; il y a toutes sortes d'ordures. L'approvisionnement est dans le même mauvais état : une salle petite, sombre et sale sert de restaurant pour plusieurs milliers d'ouvriers; la nourriture est de mauvaise qualité : à midi, une espèce de soupe, rarement de la viande; le soir, une sorte de gruau in mangeable. Cependant, ce ne sont pas tous les ouvriers qui peuvent avoir même une telle nourriture. »

Telles sont les conditions dépeintes par le haut magistrat lui-même, dans la meilleure des entreprises soviétiques en Géorgie. On peut s'imaginer dans quel état peuvent se trouver celles qui ne font pas l'objet de soins spéciaux de la part des dirigeants.

Mais que signifient ces aveux et ces plaintes soudaines des chefs soviétiques contre les mauvaises conditions qu'ils ont créées, contre la « propagande anti-géorgienne » qu'ils dirigent ? Est-ce une nouvelle orientation ? Est-ce une tactique pour faire face au mouvement populaire en faisant semblant d'être avec le peuple pour s'acquérir ainsi sa grâce ?

Toujours est-il que le plus haut magistrat soviétique actuel en Géorgie est le même Philippe Makharadzé qui arriva derrière la 11^e armée rouge qui envahit et occupa la Géorgie en 1921. Il fut le premier président du Revcom géorgien (gouvernement) nommé par Moscou. Alors, le pays fut mis à sac et ses meilleurs fils fusillés, martyrisés, déportés. Depuis lors, la Géorgie est l'objet de persécutions et de tortures continuelles. Cela, le peuple géorgien ne l'oublie pas.

K. CH.



En Azerbaïdjan

Le journal les *Izvestia* de Moscou a commencé à publier une série d'articles concernant la réapparition du mouvement d'opposition au sein du parti communiste; on y lit que la lutte de classe n'est pas encore liquidée dans les limites de l'Union soviétique et cette lutte ne pourra prendre fin que le jour où disparaîtront les derniers vestiges du régime capitaliste.

Nous sommes entourés de tous côtés par le capitalisme, écrivent ces *Izvestia*; nous avons écrasé nos oppositaires de gauche et de droite et malgré la capitulation des oppositaires, leurs possibilités de lutte et leur idéal restent. L'on peut s'en rendre compte en voyant la manière dont les gens de l'opposition, profitant des difficultés intérieures, aussi bien qu'extérieures de l'U.R.S.S., relèvent la tête. Si nous voulons détruire entièrement l'opposition et alléger nos difficultés, il nous faut avant tout supprimer les ennemis du communisme à l'intérieur du parti. Il faut anéantir tous ceux qui nous font opposition, tous ceux qui critiquent notre économie politique. *Cette lutte prend une forme d'autant plus dangereuse qu'au sein du parti communiste se développe un esprit national chauvin, aussi bien russe que non-russe.* Ces frictions nationales se font, ces derniers temps, sentir en Ukraine, au Turkestan et surtout au Caucase. Contre nous au Caucase agissent non seulement les nationalistes géorgiens et azerbaïdjanais, mais les communistes de Transcaucasie sont également imprégnés de cet esprit. De nos jours un nouveau danger apparaît; on ne parlait auparavant que de déviation de droite ou de gauche; actuellement on constate une déviation vers le chauvinisme-nationalisme...

En effet. En Transcaucasie, plus particulièrement en Azerbaïdjan, cette lutte entre l'esprit russe de grande puissance et l'esprit azerbaïdjanien de nationalisme aigu se fait fortement sentir depuis ces derniers temps. Cette lutte idéologique prend de jour en jour un peu plus d'extension. Le journal de Tiflis, *Zaria Vostoka*, organe officieux de la Confédération transcaucasienne, aussi bien que le *Bakinski Rabotchi* consacrent journellement des articles à cet événement. Les derniers journaux soulignent l'aggravation des rapports entre les éléments turks locaux et les éléments russes désignés par les azerbaïdjanais sous le nom de « gens du Nord », et l'on dit même que ces rapports ont pris une forme inquiétante. Des conflits assez désagréables pour les dirigeants communistes ont lieu sur ce terrain. Cette lutte se fait sentir dans tous les domaines de la vie. Les ouvriers azerbaïdjanais d'origine turke se tiennent à l'écart des ouvriers russes dans la vie quotidienne aussi bien que dans les réunions; ils marchent en complet accord et votent toujours comme un seul. Cette circonstance, évidemment, est loin de plaire aux ouvriers russes qui, à leur tour, s'organisent séparément et prennent une attitude provocante. Ces derniers appellent contre-révolutionnaires et nationalistes les ouvriers azerbaïdjanais.

L'esprit nationaliste se fait également sentir dans les écoles. Les élèves

turks se tiennent isolés des élèves russes. La jeunesse turke est fortement montée contre le personnel enseignant russe. Effectivement, dans les écoles supérieures de Transcaucasie, si étrange que cela paraisse pour le régime soviétique, tout un ensemble de professeurs ayant une psychologie et une idéologie semblable à celle de « l'Union du Peuple Russe », de funeste mémoire, ont trouvé là asile. Ces professeurs, comme par hasard, et peut être avec escient, portent atteinte à l'amour-propre national et empêchent de leur mieux le processus de nationalisation des écoles. Pendant ces douze années d'occupation du régime bolchevik, rien n'a été fait par les bolcheviks dans le sens du développement culturel. Cette assertion se trouve confirmée dans le rapport présenté au parti communiste par les camarades Gourevitch et Tchervonny. On lit :

« Sur douze écoles supérieures d'Azerbaïdjan il n'en est qu'une, l'Institut pédagogique, où l'enseignement se fait en langue turke; dans les autres, l'enseignement se fait en russe. Non moins paradoxal le fait qu'au Conservatoire non seulement les professeurs sont russes, mais les élèves eux-mêmes sont presque tous russes. Dans les seules écoles dites de physiculture, 39 % des élèves sont turks et l'enseignement se fait en russe. Pour ce qui est des écoles techniques supérieures, l'enseignement non seulement s'y fait en russe, mais l'administration refuse de se soumettre au commissariat de l'Instruction publique d'Azerbaïdjan. Le peuple azerbaïdjanien montre une hostilité patente envers ce type d'écoles et il refuse d'y envoyer ses enfants. Dans ces écoles le nombre d'élèves d'origine turke n'atteint que 25 %. La publication des livres est satisfaisante en général; le manuel de manuels se fait grandement sentir. A signaler que, jusqu'à ce jour, aucun ouvrage expliquant la signification du plan quinquennal en turk n'a été publié. Le nombre des fonctionnaires parlant turk et travaillant dans les institutions officielles n'atteint même pas 50 %. Rien n'a été fait par le commissariat de l'Instruction publique pendant ces cinq dernières années pour préparer des cadres pour les écoles. Le camarade Vardonni explique cette situation anormale par la politique nationale du gouvernement soviétique. Vardonni demande à ce qu'il soit immédiatement procédé à la nationalisation non seulement des écoles, mais aussi de toutes les institutions de l'Etat d'Azerbaïdjan. Si le Gouvernement ne procède pas immédiatement à la turkisation de l'Azerbaïdjan, ajoute le camarade Vardonni, il commettra une lourde faute susceptible d'avoir des suites dont il est difficile de dire la gravité. »

Telle est la conclusion de la Commission de révision du Commissariat de l'Instruction publique en Azerbaïdjan. En tout cas, cette conclusion est loin d'être consolante pour le peuple azerbaïdjanien. Une chose est claire, c'est que si faute il y a de la part du commissariat de l'Instruction publique, il faut en rechercher la cause à Moscou, parmi les communistes responsables qui par tous les moyens retiennent la marche de la nationalisation des institutions d'Azerbaïdjan, allant même jusqu'à les saboter, ce qui n'empêche qu'officiellement, ils ne cessent de parler de la nécessité de turkiser le pays, attendu que l'Azerbaïdjan se trouve sur le chemin de l'Orient.

D'autre part, le turk étant la langue qui domine au Turkestan, en Afghanistan, au Nord de la Perse, au Caucase et dans le Proche-Orient, l'étude de cette langue est indispensable pour les communistes russes, ce qui leur permettra de pénétrer au cœur de l'Asie pour les besoins de leur



propagande révolutionnaire. Ce point de vue est devenu une formule pour tous les Congrès soviétiques et dans cette formule se trouve concentrée la « politique nationale de Lénine ». Et l'on sait qu'en son temps, il donna l'ordre impérieux aux fonctionnaires russes même d'apprendre la langue turke au cours d'une année afin de pouvoir avec succès appliquer l'idéologie du communisme.

Mais c'était là un ordre de Lénine et de ses partisans immédiats; ceux qui avaient mission d'exécuter ces ordres cachaient au fond du cœur d'autres aspirations. Les communistes russes en Azerbaïdjan, ayant hérité de l'idéologie chauvine de l'ancien régime, retenaient ou sabotaient les instructions reçues. Le décret-loi de Lénine mourut aussitôt né. Il en aurait été tout autrement si ce décret-loi avait été lancé par le peuple azerbaïdjanien lui-même et que son exécution eût été confiée aux organes exécutifs choisis par ce même peuple. Mais il n'en était pas ainsi. Les instructions venaient de Moscou. Le but du Kremlin consistait à apprendre la langue turke, d'entrer dans l'âme de l'Orient, à connaître tous les rêves et aspirations et à en prendre la tête. De tout temps, le Kremlin a craint de voir se démembrer l'Union soviétique. Par la voix de Staline et d'Ordjonikidze, l'on y disait que pour empêcher ce démembrement l'un des moyens les plus sûrs était d'apprendre la langue turke, afin d'éviter les mêmes fautes commises autrefois par l'Autriche en ce qui concerne les Slaves et les Magyars. Le but est clair. Voyant le réveil de l'Orient turk, les communistes responsables voulurent favoriser leurs aspirations culturelles et nationaliser toutes les institutions, n'étant point eux-mêmes en état de le faire. Mais ils tenaient à faire apprendre aux communistes russes et juifs la langue turk et les placer à la tête des pays turks, plan qui ne serait pas venu à la tête du subtil Macchiavel. Une pareille politique était loin d'être accessible à de si insignifiants fonctionnaires soviétiques, à ceux tout particulièrement qui devraient la mettre en pratique sur place. Ils agirent donc comme ils l'entendaient eux-mêmes : au lieu de turkisation ils appliquèrent une politique de russification. Et il ne pouvait en être autrement, attendu que « ce n'est pas l'idéologie qui régit la vie, mais la vie qui régit l'idéologie ». N'est-ce point paradoxal de voir le commissariat de l'Instruction publique chargé d'appliquer ces idées, se trouver sous l'influence des idées communistes, imprégnées de chauvinisme russe de grande-puissance. La plus grande partie des fonctionnaires de ce commissariat ne parle point le turk ainsi qu'en témoigne le rapport de la commission de contrôle du parti communiste.

Ainsi, les communistes azerbaïdjanien d'origine turke, placés à la tête des institutions azerbaïdjanien furent, soit dans l'impossibilité de remplir la tâche qui leur avait été assignée, soit de lutter avec les éléments chauvins communistes. En appelant l'Azerbaïdjan « le seuil de l'Orient », le Kremlin soulève à nouveau la question de turkisation et met toute la responsabilité sur le dos des communistes locaux. C'est là, la politique du Kremlin, acceptée sous la pression des événements en vue d'un régime menacé. Il nous a été maintes fois donné de voir la manière dont le Gouvernement des soviets est obligé de reculer, non seulement en politique économique — la NEP en est un exemple frappant — mais encore dans le domaine de la politique nationale, faisant ainsi des concessions aux peuples d'origine non-russe. La turkisation des écoles est devenue en ce moment le mot d'ordre du Gouvernement soviétique, mais ce n'est là qu'une

manœuvre stratégique de Staline et non une intention véritablement sincère.

*
**

Le *Bakinski Rabotchi* (N° 165) annonce que le Comité central du parti communiste a décidé de réaliser dans son entier le plan de collectivisation dans le domaine du coton. Cette décision est en quelque sorte l'arrêt de mort non seulement pour les moyennes exploitations agricoles, mais encore pour les petites. L'exécution de cette décision a déjà jeté le trouble parmi la population paysanne des rayons cotonniers. Cette surexcitation se manifeste en partie par une résistance passive, en partie sous forme de lutte à main armée. Dans ce numéro du journal on lit que, dans le but de s'opposer au plan de collectivisation du Gouvernement, les koulaks et les paysans moyens luttent par tous les moyens contre le pouvoir. Là où le pouvoir soviétique est faiblement représenté, ils massacrent les communistes responsables. Un vent de terreur souffle sur la rive droite du fleuve Koura et les terroristes, leur coup fait, se cachent sans être autrement inquiétés en Perse.

Journellement, les paysans azerbaïdjanais luttent contre les mesures du Gouvernement soviétique. Mais ils ne se contentent point de cela; nombreux sont ceux qui sont entrés dans les kolkhoz et qui luttent de l'intérieur. Les journaux communistes, aussi bien que les cellules du parti, ont ouvert une campagne contre les paysans azerbaïdjanais; ils demandent que le Gouvernement augmente le nombre de détachements punitifs. L'apparition d'un nouveau groupe de paysans insurgés sous la conduite de Mekhrali-bey, lequel opère en contact avec les insurgés arméniens et géorgiens, inquiète sérieusement les communistes de Bakou. L'activité de ces détachements d'insurgés n'a pas un caractère exclusivement politique, mais elle combat pour le triomphe de revendications économiques, la renonciation au plan de collectivisation de la campagne en premier lieu. Les revendications des paysans sont soutenues par la plupart des ouvriers pendant les meetings qui sont organisés à Bakou; ils ne sont pas sans concevoir que la désorganisation de l'économie rurale réduira l'afflux des vivres dans les villes et que les premiers ils sont appelés à en souffrir. Ce que voyant, le Comité exécutif de Bakou, désireux de montrer aux ouvriers les bonnes intentions du Gouvernement envers les paysans, leur a envoyé une Commission avec le camarade Mamedov pour s'entendre avec eux. D'ores et déjà nous pouvons dire que tout cela est inutile, attendu que le Gouvernement soviétique ne renoncera jamais à son plan économique. Qu'il nous soit permis d'ajouter que les paysans, en général, ne croient plus aux promesses du Gouvernement soviétique.

YAVOUZ.



La crise mondiale et le plan quinquennal

La crise mondiale et le plan quinquennal sont les deux problèmes qui, actuellement, troublent le plus peut-être l'humanité. Ils reflètent, on ne peut mieux, la situation présente du monde cultivé, divisé en deux camps diamétralement opposés, en même temps qu'ennemis irréconciliables : d'une part, le camp de la soi-disant construction socialiste du grand empire de l'U.R.S.S. et, d'autre part, le camp de l'économie capitaliste de l'Europe Occidentale et de l'Amérique.

Tout ce qui se trouve en dehors de ces deux décisifs et principaux problèmes passe au second plan et n'est examiné qu'à travers le prisme de ces deux problèmes. Aucun lien de cause n'existe entre ces deux faits, mais il y a quelque chose de parallèle, une simultanéité d'existence, ainsi qu'un certain lien psychologique, qui influe sur l'appréciation des faits concrets aussi bien que sur les possibilités futures de l'un ou de l'autre élément de ces facteurs ou de tous deux dans leur entier.

Le plan quinquennal économique, dont le problème fondamental consiste dans l'industrialisation de l'Union Soviétique et dont les particularités caractéristiques auraient dû avoir comme résultat un développement de la vie économique inconnue jusqu'à présent dans l'histoire aussi bien que le relèvement du revenu national, offre d'après ses auteurs une voie par laquelle la population de l'U.R.S.S. atteindra dans le plus bref délai le règne du socialisme. Cependant, le plan quinquennal n'est pas la dernière étape; déjà maintenant à la troisième année de ce plan, on commence à élaborer les bases du nouveau plan quinquennal. Mais la période actuelle aurait déjà dû fournir toutes les preuves de la justesse de la voie choisie, que l'on désigne sous le nom de « ligne générale », en même temps que démontrer tous les avantages du système socialiste sur celui du capitalisme.

« Je me trouve ici, dit M. Litvinov, représentant de l'U.R.S.S. dans la Commission européenne, dans une situation tout à fait exceptionnelle, déjà par le fait même que mon pays que je représente ici, non seulement ne traverse point de crise, mais il se trouve, au contraire, dans une période de relèvement exceptionnel de sa vie économique. »

C'est par des cris de victoire qu'on accompagne cette voie d'édification d'un nouveau système; on lance des bruyants mots d'ordre pour relever les forces; c'est en soulevant « l'enthousiasme socialiste » que les dirigeants du bolchevisme essaient de réaliser ce qui paraît irréalisable, de surmonter les difficultés les plus invraisemblables. C'est du moins ce que contient leur théorie, ce qu'écrivent les journaux soviétiques, ce que l'on peut lire dans les brochures destinées à être expédiées à l'étranger. En réalité, il en est tout autrement.

La crise économique, qui sévit sur tout le monde capitaliste, est le résultat de la grande guerre qui a rompu l'équilibre entre les formes productrices de ce monde et la puissance d'achat de sa population. Les années qui ont suivi la conclusion de la paix n'ont pu cicatriser les blessures faites par la guerre. L'animation qui se produisit au cours des années 1925 et jusqu'en 1929 fut une animation provisoire. Le gaspillage considérable des richesses matérielles, non seulement au compte des richesses

accumulées dans le pays, mais encore sur celui des succès à venir ne resta pas sans lendemain. La crise prit des proportions inconnues dans l'histoire. Pendant les années 1929-1930, le nombre de chômeurs dans le monde passa de six millions à dix-huit millions. Le commerce mondial accuse une baisse de 20 % ; la réduction de la production peut-être constatée dans presque tous les domaines et dans tous les pays ; elle atteint le chiffre global de 25 % et plus, et aux Etats-Unis ce chiffre atteint 26 %.

En présence de ces faits, le pessimisme et le désenchantement s'emparent des larges masses du monde capitaliste, dans le même temps où les phrases sonores des bolcheviks chantent victoire dans leur domaine économique. Ces démonstrations intempestives appuyées par le dumping soviétique produisent une certaine impression et empêchent de tirer au clair et dans le calme une situation difficile.

Le système capitaliste a ses défauts, bien entendu, mais sa base, l'intérêt qu'il porte à la vie économique, servira longtemps encore de facteur essentiel du développement économique. Que de fois dans l'histoire le capitalisme a été sujet à des crises et chaque fois il en est sorti victorieux. L'équilibre entre l'offre et la demande ayant été rompu, il s'en est suivi la crise actuelle, mais cet équilibre sera rétabli aussitôt que les réserves amoncelées seront liquidées et que le niveau général des prix aura baissé. Sous ce rapport, les efforts tentés par les groupements économiques et politiques internationaux en vue d'atténuer cette crise et de la surmonter sont très significatifs.

Il n'y a point de raison de crier à la catastrophe du capitalisme, tout au plus peut-on parler de certains changements, de certaines transformations, de mise au premier plan d'organisations internationales et de leur groupement, du renforcement du rôle que jouent certains moments sociaux. L'on peut évidemment dire que le système capitaliste agit d'une façon intermittente et que ces arrêts se font âprement sentir sur la population. L'on peut aussi accuser ce système d'imperfection dans son mécanisme, mais existe-t-il quelque chose de parfait dans le monde ?

Voyons à présent le système qui est en voie de formation en Orient et qui prétend à l'universalité et à la perfection.

Qu'on se souvienne par quelles voies les bolcheviks sont entrés dans cette « ère nouvelle » de la vie de l'humanité. Point n'est besoin de rappeler ici les millions de victimes humaines immolées par la terreur bolcheviste. Qu'il nous suffise de parler de faits d'ordre économique.

Nous disons donc que la prise du pouvoir par les bolcheviks a eu pour résultat de faire baisser les richesses nationales des peuples de l'U.R.S.S. au cours seulement des trois premières années de douze à trois milliards de roubles ; l'industrie, les transports ont été détruits. Pendant l'année 1921 plus de cinq millions d'hommes ont péri de la famine. Sacrifices par trop pénibles, on en conviendra, et les générations futures, longtemps encore, se ressentiront des suites de la domination bolcheviste, dont il est bon de se souvenir si l'on veut donner une appréciation exacte du système bolchevik.

Quant au système bolchevik proprement dit, il est entièrement établi sur l'exploitation d'une population terrorisée, affamée et sacrifiée. Les fabriques se construisent, les plans ayant en vue l'industrialisation du pays se réalisent exclusivement au détriment de la génération actuelle. C'est pour faire aboutir ces plans que les bolcheviks détruisent les exploitations individuelles dans les campagnes, que les paysans sont attachés aux



exploitations collectives en qualité de serfs de l'Etat. Grâce à ces plans, la population est réduite à la famine, à se vêtir de hardes, à vivre dans une éternelle crainte, dans la peur de perdre sa liberté, ses biens, sa vie, etc... Ces plans empêchent les peuples opprimés de l'U.R.S.S. de développer leur vie économique comme l'exigent leurs nécessités nationales; ils tiennent ces peuples sous le joug de Moscou grâce à une oppression économique.

Que peut bien réserver l'avenir à ces plans ?... Nous ne croyons pas à la réalisation du plan quinquennal. En admettant même qu'il réussisse, aucune amélioration dans la vie des peuples de l'U.R.S.S. ne saurait de ce fait être envisagée. Inutile de parler des lacunes économiques individuelles de ces plans, bien qu'elles soient fort nombreuses, car ce qui nuit le plus au pays, c'est le système qui régit la base de ces plans, système d'oppression de l'individu, susceptible de porter atteinte à la situation matérielle de certaines personnalités, au profit de l'Etat ainsi que l'affirme la théorie bolcheviste; en réalité, nous sommes en présence d'un système créé au profit d'un petit groupe qui gouverne, système ayant pour but de constituer un immense empire de serfs, ce qui ne peut manquer de s'aliéner les sympathies du monde civilisé et des peuples non russes de l'U.R.S.S. en particulier. Car, si ce système a été accepté par la population russe de l'U.R.S.S. généralement peu cultivé dans sa majorité, s'il répond jusqu'à un certain point à l'esprit et au caractère du peuple russe, il ne saurait convenir aux autres peuples de l'Union. Bien mieux, ce système est funeste à leur existence nationale; il conduit à un affaiblissement, à l'anéantissement mêmes des forces physiques et morales de ces peuples non russes.

Il convient d'ajouter que le système bolchevik n'est pas le fait d'un plan préalablement mûri; ce plan a été élaboré, mais la vie montre tous les jours qu'il est inapplicable. Aussi voyons-nous journellement les bolcheviks être obligés de renoncer à l'exécution de ce plan au cours du processus de sa réalisation, du moins en beaucoup de domaines. Le plan d'ensemble du début n'existe plus aujourd'hui. Les faits témoignent que les bolcheviks ont, en réalité, renoncé à la collectivisation du pays selon les normes élaborées dans les institutions supérieures économiques, les difficultés rencontrées sur la voie de réalisation du plan quinquennal étant apparues trop considérables.

L'on entend bien souvent déclarer par les bolcheviks qu'en Union Soviétique le chômage est inconnu. L'on se rappelle que M. Litvinov refusa à une certaine époque de prendre part aux travaux de la Commission de lutte contre le chômage, alléguant que l'U.R.S.S. ne possède point de chômeurs. Déclaration à grand effet. En pourrait-il être autrement, à un moment où les pays de l'Europe Occidentale sont impuissants dans la lutte contre le chômage de millions d'individus ? Entendre qu'il existe un pays où ce fléau est inconnu, où chacun trouve du travail !...

Hâtons-nous toutefois d'ajouter qu'aucune statistique de sans-travail n'existe en U.R.S.S., aussi ce fait par lui-même nous laisse-t-il sceptiques en présence des déclarations du représentant bolchevik. Par contre, nous savons qu'en Union Soviétique existent des millions de « lichentsev » autrement dit de hors la loi, privés du droit de travailler dans leur propre pays et, comme tels, condamnés à une mort lente par la famine. Cette situation, ce nous semble, est de beaucoup plus pénible que celle des chômeurs de l'Europe Occidentale qui trouvent des secours dans les institu-

tions de prévoyance sociale de l'Etat. Nous ne faisons ici aucun pronostic; nous pouvons toutefois affirmer qu'un système de violence, d'oppression des forces vives du pays, de révolution incessante et d'expériences économiques ne sauraient infiniment durer. Il est certain qu'à un moment de crise économique mondiale, comme celle que nous traversons, à un moment de pessimisme collectif que renforce une situation économique difficile, les phrases sonores des bolcheviks venant parler de soi-disant succès ne sont pas sans accentuer ce pessimisme. Ces phrases, disons-nous, peuvent paraître, sans raison aucune, des menaces à l'adresse du monde civilisé.

E. GLOVINSKY.

UNE BELGIQUE ORIENTALE

Sous ce titre, M. Edouard Herriot publiait, à la veille de la Conférence de Gênes, un article consacré au sort du Caucase envahi et occupé par les armées soviétiques russes.

Y a-t-il eu depuis cette date mémorable quelque changement dans la situation respective de deux camps ennemis: l'Europe et la Russie soviétique, ou dans celle des peuples du Caucase? Rien. La Russie mène toujours la guerre tantôt ouverte, tantôt sournoise et camouflée contre le monde civilisé dont elle s'efforce de faire sauter toutes les assises nationales et sociales, et les peuples du Caucase gémissent toujours sous la domination des envahisseurs moscovites. C'est dire que l'article de M. Herriot n'a rien perdu de son palpitant intérêt. Dans un raccourci saisissant il met à jour non seulement le danger de l'impérialisme soviétique mais aussi l'importance du Caucase pour la paix et les échanges internationaux.

Voici les passages essentiels de cette intervention magistrale de l'éminent homme d'Etat français.

*
* *

Entre la mer Noire et la mer Caspienne, la victoire des Alliés libéra quatre petites nations, comprimées depuis deux siècles entre les forces rivales de la Russie, de la Turquie et de la Perse. Ce sont: l'Arménie (capitale Erivan), l'Azerbaïdjan (capital Bakou), la Géorgie (capitale Tiflis) et la Circassie du Caucase du Nord.

L'Arménie, nous la connaissons quelque peu grâce à la propagande que ses fils n'ont cessé d'entretenir parmi nous... Erivan, si longtemps disputée entre les Persans et les Turcs, étage quelques milliers de maisons en briques sur la rive d'un torrent, parmi les vignes et les jardins.

A droite de cette Arménie, l'Azerbaïdjan, dont les journaux citent parfois le nom, nous apparaît tout d'abord comme une artificielle création des diplomates. Cet Etat forme cependant une région naturelle très bien délimitée; il s'appuie sur un robuste plateau, fertile grâce au développe-

ment de l'agriculture et de l'élevage... La ville importante aujourd'hui, c'est Bakou, proie vers laquelle se tendent toutes les convoitises depuis que le pétrole l'a enrichie, depuis que l'on exploite ces ressources merveilleuses où les populations primitives voyaient, comme d'anciens sanctuaires en témoignent, le don magique de la divinité du feu.

La Géorgie, elle, forme une unité encore plus solide... Une des plus pures races du monde, faite d'hommes braves, intelligents et prodigues de leurs biens; de femmes admirables par la pureté de leurs lignes sous leur petit bonnet brodé d'or, habite une contrée montagneuse mais féconde, sauvage à la naissance des vallées, douce dans les plaines abritées...

Par une sorte de miracle longtemps attendu, la victoire des Alliés donne à ces petites nations du Caucase l'indépendance. Pendant trois ans, elles ont pu vivre libres, d'une liberté bien précaire, certes, mais combien précieuse ! Puis la Russie soviétique a envahi la Géorgie; elle la domine aujourd'hui; elle prétend se l'annexer. L'Europe, et spécialement la France, peuvent-elles tolérer ce crime ? Nous disons : Non.

* * *

Ce qui s'oppose à cette trahison, c'est d'abord notre évident intérêt.

D'abord le Caucase forme un pont naturel entre l'Europe et l'Asie. Il importe à toutes les nations du monde que ce pont demeure libre, puisqu'il donne passage aux routes qui conduisent vers le Turkestan, l'Inde et la Perse. « Qui tient le Caucase, a-t-on justement écrit, tient la proche Asie ». Il s'agit non pas de le tenir, au profit de telle ou telle autre puissance, mais de le maintenir indépendant. La dépression des deux vallées du Rion et de la Koura forme, de mer à mer, au centre même de l'isthme, un passage de première importance.

L'Europe trouve un autre intérêt matériel à maintenir l'indépendance du Caucase. La Géorgie a reconnu la dette russe pour une part proportionnelle à sa population. Or, elle possède les territoires et chemin de fer sur lesquels est gagée la portion transcaucasienne de l'ancienne dette russe. Elle détient le célèbre pipe-line. D'ailleurs ce sont des capitaux étrangers et non des capitaux russes qui ont organisé au Caucase la vie industrielle. C'est par le Caucase libre que nous atteindrons le plus facilement la Russie; nous y trouverons un accès sûr et une base solide pour nos entreprises dans les régions du Sud.

* * *

Mais les raisons morales dominent de beaucoup les considérations d'intérêt.

En droit et même sous le régime tsariste, la Géorgie n'a jamais cessé de réclamer son indépendance. Son annexion par la Russie, 1801, fut, — nos diplomates devront le rappeler, — un acte de violence contre lequel l'Angleterre et la France ont protesté. La Géorgie avait accepté jusqu'à cette date la suzeraineté de la Russie dans l'espoir, au reste déçu, d'être mieux défendue; mais les traités lui concédaient l'autonomie. La Géorgie

n'a jamais accepté de se soumettre à la violence tsariste. Pendant tout le XIX^e siècle, elle a revendiqué ses droits. Au congrès de Paris, en 1856, l'annexion n'a pas été ratifiée. A la conférence de la Haye, en 1907, convoquée par le tsar, la Géorgie maintenait sa protestation... Défendre, et dans les circonstances dramatiques du temps présent, l'indépendance et la souveraineté de ce peuple, ce sera donc, pour la Grande-Bretagne et la France, maintenir une thèse qu'elles n'ont jamais désavouée.

*
**

En 1918, au printemps, les trois Etats de la Transcaucasie, groupés, luttèrent péniblement contre les Turcs. Notre victoire leur ayant apporté l'indépendance, ou, du moins, l'espoir de l'indépendance, les Géorgiens avaient à s'assurer contre les Russes. Ils le firent en mai 1920.

Pour montrer quelles précautions sont à prendre avec les Soviets, fondateurs d'une nouvelle morale internationale, je voudrais citer seulement quelques extraits de ce traité qui porte la date du 7 mai 1920.

« ARTICLE PREMIER. — Se basant sur le droit de tous les peuples à la libre disposition d'eux-mêmes jusque et y compris la séparation de l'Etat dans la composition duquel ils entrent, droit proclamé par la République socialiste fédérative soviétique russe, la Russie reconnaît formellement l'indépendance de l'Etat géorgien et renonce volontairement à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie vis-à-vis du peuple et du territoire géorgien. »

« ART. 2. — Se basant sur les principes proclamés dans l'article 1^{er} ci-dessus du présent traité, la Russie renonce à toute intervention dans les affaires intérieures de la Géorgie. »

L'article 3 fixait la frontière et spécifiait que les limites seraient précisées par des délégués spéciaux. La Géorgie attendait une commission de délimitation. On lui envoya une armée d'invasion... Jusqu'au dernier jour Moscou rassure Tiflis et lui fait connaître qu'aucune hostilité n'est à prévoir. La violation des frontières a lieu sans déclaration de guerre. L'attaque fut conduite par toutes les routes convergentes. Tiflis, bien que ville ouverte, résista deux semaines. Le gouvernement géorgien, obligé de se retirer sur Batoum, y rencontra les Turcs qui avaient envahi eux-mêmes les provinces méridionales. Aux Russes comme aux Turcs, il refusa de céder. Il partit pour l'Europe; la France aujourd'hui l'abrite. L'histoire de la Géorgie, c'est la réédition de « l'histoire belge ».

Après avoir mentionné que les grandes puissances ont réglé le statut international de la Géorgie, le 27 janvier 1921, par la reconnaissance *de jure* de son indépendance, M. Edouard Herriot conclut en ces termes : « L'invasion de la Géorgie, en pleine paix, après la conclusion d'un traité formel, est l'acte le plus ignoble qui ait été enregistré depuis l'invasion de la Belgique dont elle s'est inspirée... Il n'y a pas d'acte plus net d'impérialisme. »

« Je ne peux croire que l'opinion anglaise l'admette. Je veux espérer que toute l'opinion française, sauf les amis de ces messieurs de Moscou, le condamnera et qu'elle proclamera sa sympathie pour les malheureux.

« En tolérant un tel crime, l'Entente commettrait une lâcheté. »

Les propriétaires de biens pétrolifères et la question de 5 o/o

Suivant les informations que nous avons reçues d'une source autorisée, la distribution des sommes mises de côté par les compagnies acheteuses du pétrole provenant de terrains pétrolifères nationalisés par les soviets, au profit de leurs légitimes propriétaires est devenue maintenant une question d'avenir rapproché. En effet le 13 Juillet dernier, une réunion de représentants des compagnies qui avaient consenti à prélever 5 o/o de leurs achats aux soviets au profit de propriétaires a eu lieu à Londres, sous le patronage de Sir Henri Déterding. Cette assemblée est tombée d'accord sur un plan de distribution des sommes accumulées et a accepté les bases techniques permettant d'évaluer la valeur totale de biens pétrolifères nationalisés et de déterminer la part revenant à chacun des ayants droit dans le fonds commun.

D'autre part il fut décidé de confier la garde et la distribution des sommes mises de côté à un arbitre, choisi par les sociétés payantes. L'assemblée fut chargée de demander au conseiller légiste de la Société Royal Dutch et Shell de présenter une liste de candidats à ce poste important.

Nous croyons savoir qu'à l'heure actuelle, un des candidats soumis par l'expert juriste à la Haye de la Royal Dutch a été approuvé par Sir Henri Déterding et sera prochainement présenté à la ratification de la réunion de représentants des compagnies intéressées. Après quoi trois mois environ seront probablement nécessaires pour les calculs individuels.

CHRONIQUE

AZERBAIDJAN

Incendies et arrestations

Des arrestations en masse d'ouvriers ont été opérées à Bakou. La plupart des personnes arrêtées appartiennent aux tendances de droite du parti communiste. On les accuse d'avoir incendié les exploitations de naphte, incendies qui durèrent de 10 à 12 jours. Plusieurs dizaines d'exploitations ont été anéanties par le feu, et avec elles plusieurs dizaines millions de réserves de naphte. Les personnes arrêtées ont été isolées les unes des autres. Le pouvoir local les soupçonne d'être en rapport avec les éléments contre-révolutionnaires d'Occident.

La lutte contre les réquisitions de blé

Stamboul (Ofinor). — On signale de Bakou une recrudescence de la lutte que la population de l'Azerbaïdjan soutient contre les autorités soviétiques. Elle a éclaté dans les campagnes, dès l'achèvement des travaux de la moisson. De nombreux jeunes gens ont quitté leurs demeures et sont allés dans les montagnes pour y rejoindre les groupes d'insurgés qui ne cessent d'inquiéter les

bolcheviks. Non loin de Gandja, un groupe de « komsomols » (jeunesse communistes), venu, sous l'escorte de soldats, réquisitionner les blés, est tombé dans une embuscade, dressée de nuit par les insurgés; le détachement a été complètement anéanti. Les troupes du Guépéou, envoyés en expédition punitive, n'ont pas trouvé les coupables, mais ont emmené en représailles plusieurs paysans de la localité. Les communistes n'osent plus se risquer dans le pays autrement que sous la protection d'une importante escorte.

Le dixième anniversaire de la République soviétique de Transcaucasie

Stamboul (Ofinor). — On communique de Trébizonde que plusieurs attentats anti-communistes ont été perpétrés, dans diverses régions de la Transcaucasie, durant la célébration, par les autorités soviétiques, du dixième anniversaire commémorant la création de la République Soviétique de Transcaucasie. Presque partout, les Assemblées solennelles ont été troublées par la foule qui, protestant contre l'union avec la Russie soviétique, réduisait les orateurs au silence et molestait les organisateurs des meetings. La presse bolcheviste, constatant qu'une grande quantité de communistes ont été tués ou blessés, parle d'un vaste plan, établi par les contre-révolutionnaires, en vue d'empêcher la commémoration de l'anniversaire.

Réserves de naphte

L'exploitation intensive des puits de naphte à Bakou a eu pour résultat de constituer d'énormes réserves de naphte que les bolcheviks n'ont pu exporter en raison du manque de moyens de transport.

D'autre part, on annonce que les géologues soviétiques ont découvert dans le district de Chemakha d'importants gisements de naphte. L'on estime que ces gisements ne sont pas inférieurs à ceux de Grozno.

Nouveaux groupes de partisans

De Perse on nous signale que dans le vilayet de Gandja des groupes mixtes de partisans constitués par des Géorgiens, des Azerbaïdjanais, des Arméniens, ayant à leur tête un certain Mehvalibey, ont fait leur apparition. Ces groupes ont été divisés en trois détachements, dont l'un sous le commandement de Ter-Grigorian opère dans la région de Djoulfa. Ce groupe d'insurgés est puissamment armé; il possède une batterie de montagne et quelques mitrailleuses.

Dans le district de Gazakh opère un détachement de Géorgiens sous le commandement de Dandanachvili: ce détachement compte près de 200 cavaliers avec cadre d'officiers. Dans le district de Zenguezour opère le détachement de Mehvalibey. Non loin de Gandja, les insurgés ont attaqué de nuit le pipe-line Bakou-Batoum; l'ayant perforé, le naphte a coulé pendant 24 heures, formant un véritable lac autour du pipe-line.

Les insurgés ont lancé une proclamation dans laquelle ils affirment qu'ils luttent contre le système des kolkhoz et pour le rétablissement des exploitations paysannes individuelles.

Changement de poste

Le journal *Bilderich* (n° 54) annonce que le Secrétaire du parti communiste Youssouf Kassimov a été relevé de ses fonctions. Kassimov était l'un des membres faisant le plus autorité au sein du parti communiste d'Azerbaïdjan. L'on apprend qu'il a été exilé à Moscou. L'on sait que l'an dernier, lors du Congrès communiste, Kassimov fut en opposition avec le système des kolkhoz en Transcaucasie; il fut aussi un partisan de la non-immixtion de Moscou dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan.

La lutte contre les kolkhoz.

La rive droite de la Koura a été nettoyée des organisations de kolkhoz. Cette région, dans son entier, se trouve dans la main des insurgés, qui opèrent



sous le commandement d'Aslan. Des déclarations faites à Bakou par le chef des organisations communistes dans cette région, le camarade Djakhanguir, il ressort que sans l'appui de l'armée rouge tout travail est impossible. Pris en suspicion et accusé de déviation de droite, il a été arrêté. (*Zaria Vostoka*, numéro 136.)

Changements en Transcaucasie

L'agence *Ost-Express* annonce que de grands changements sont envisagés dans la politique économique des soviets. Staline serait disposé à faire des concessions aux paysans géorgiens et azerbaïdjanais. C'est pourquoi il a relevé de leurs fonctions des travailleurs connus en Transcaucasie, en raison de leur opposition au système envisagé ! De nouveaux travailleurs, fidèles au système de Staline, ont été nommés.

L'agence télégraphique de Transcaucasie communique que le Président de l'organisation communiste du district de Bakou, M. Kouliev, a été relevé de ses fonctions. M. Kirianov a été nommé pour le remplacer. On accuse M. Kouliev d'avoir été en rapport avec les nationalistes azerbaïdjanais. (*Zaria Vostoka*, numéro 139.)

Le Bakinski Rabotchi à l'index

Le journal *Bakinski Rabotchi*, porte-parole des communistes de Bakou, paraissant dans cette ville en langue russe, a été l'objet d'accusations dans les journaux communistes de Géorgie et d'Azerbaïdjan. Cet organe est considéré par ces derniers comme ayant des tendances chauvines et nationalistes. Ledit journal publiait des articles, ces derniers temps, contre les Turks d'Azerbaïdjan qui faisaient de l'agitation contre la nationalisation des écoles.

Fermeture d'écoles turkes

L'on annonce que toutes les écoles avec enseignement en turk de la Ville Noire, faisant partie du rayon de Bakou, ont été fermées sous le prétexte que ces écoles sont imprégnées d'esprit nationaliste et contre-révolutionnaire. Ce fait a suscité un grand mécontentement parmi les ouvriers musulmans. (*Zaria Vostoka*, numéro 142.)

Edification

En raison du manque de locaux habitables dans la ville de Bakou, le Conseil des Commissaires a décidé de procéder à la construction de 5.000 maisons. Une somme de 42.000 roubles a été assignée à ces fins. En attendant, le manque de logements se fait gravement sentir parmi les ouvriers (*Bilderich*, numéro 52.)

La situation des émigrés

Le journal *Bilderich*, paraissant à Constantinople, annonce que le Gouvernement persan procède en ce moment à l'installation des émigrés d'Azerbaïdjan. Par son ordre les émigrés, concentrés au Nord de la Perse, ont été envoyés dans le Sud, régions de Yezd et de Kirman connues par la sécheresse et l'aridité du sol. La situation des émigrés est véritablement effroyable.

CAUCASE DU NORD

Le journal de Grozno annonce que, le 3 août, le communiste Koundoukhov Moussa, ancien étudiant à l'Institut de Commerce de Moscou, a été assassiné par des éléments anti-soviétiques dans le village de Tsatsan-Your, district de Chalinisk en Tchetchnie. La victime était membre du parti communiste depuis 1920. De 1921 à 1924, il fut membre du Presidium du Comité exécutif central de Daghestan; de 1924 à 1926 il fut membre du Comité régional du Nord-Caucase. Les derniers temps il était membre du Bureau du Comité régional du parti communiste tchetchène et dirigeait la section de propagande.

*
**

Ce même organe signale que la session de juillet du plenum du Comité central de la Commission de Contrôle du parti communiste d'Arménie a eu un caractère très mouvementé. Toute une série d'orateurs a fait ressortir la mauvaise orientation donnée à la politique que mène le parti dans les campagnes. En raison de cette politique, la campagne économico-politique entreprise dans le pays a échoué. Beaucoup de cellules des organisations du parti, sous la poussée des éléments anti-soviétiques et koulaks, se sont effondrées. L'activité déployée pour la préparation de la récolte a suscité un vif mécontentement parmi la population. Cette préoccupation est devenue telle que *l'appareil soviétique n'a plus de temps pour s'occuper de l'amélioration de l'existence des ouvriers et des paysans*. Le plenum a envisagé une série de mesures propres à relever l'autorité du parti communiste et du pouvoir soviétique sur place.

*
**

On nous écrit de Trébizonde que le 15 juillet, jour du X^e anniversaire de la fondation de la Région autonome des Tcherkesses, des troubles ont eu lieu sur les différents points du territoire. Dans un village, des pierres ont été lancées contre un orateur qui parlait des brillants résultats obtenus par le pouvoir soviétique. Une mêlée générale en résulta au cours de laquelle deux communistes furent tués et quatre autres grièvement blessés.

Non loin du bourg de Batalpachinsk, des éléments anti-bolcheviks ont attaqué des membres actifs du parti qui se rendaient à un meeting jubilaire. Après les avoir frappés, ils leur enlevèrent les tracts de propagande et un appareil photographique. Presque tous les meetings organisés dans la province furent sabotés et ce n'est que dans les locaux soigneusement gardés que put se réunir la bande communiste.

De Makatch-Kala (Petrovsk), République des Montagnards, on annonce que les détachements insurgés ont actuellement concentré leur activité anti-soviétique contre ce que l'on appelle les convois rouges de blé que les bolcheviks ont saisi chez les paysans. Le travail des brigadiers et des hommes « de choc », chargés d'envoyer de force la population aux silos, présente un renouveau d'animation. Parallèlement se développe l'activité des insurgés. Les attaques des insurgés contre les convois rouges sont devenues si fréquentes que les préposés aux réquisitions de blé commencent à craindre que les silos ne restent vides. Non loin de Grozno, le 28 juillet, les insurgés ont saccagé tout un convoi rouge qui transportait au silo d'Etat 80 tonnes de grains. Il arrive fréquemment que les préposés à la garde des convois renoncent à cette charge par crainte d'une attaque des insurgés, dont son parfois victimes les conducteurs eux-mêmes. Les autorités locales ont recours à toutes sortes de mesures, afin de mieux organiser sans danger le pillage de la population.

UKRAINE

Découverte d'une nouvelle organisation antisoviétique d'étudiants en Ukraine.

De nombreuses arrestations ont été effectuées par le Guépéou parmi les étudiants ukrainiens à Kiev et à Karkiv. On a trouvé chez eux, au cours des perquisitions, de nombreux tracts proclamant la chute imminente du régime et l'indépendance de l'Ukraine, et, envisageant également la possibilité d'une République Ukrainienne indépendante entrant dans les rangs des États Européens. (" Visty " de Kharkiv).

Le Guépéou vient de liquider un des détachements des insurgés ukrainiens.

On nous mande de Kiev que dans la région de Vinnitsa, depuis 6 mois environ, opérait un détachement d'insurgés menant une lutte acharnée contre les communistes et contre les ouvriers envoyés dans la région aux fins de la collectivisation. Une partie dudit détachement a été cernée par le Guépéou dans le village Nova-Kropiva, le chef s'est suicidé, quant aux autres insurgés ils ont été arrêtés.

Révolte de cheminots.

On mande de Kharkiv qu'une brigade spéciale a été envoyée à la station Jassinovata (un nœud important du réseau du midi) afin d'augmenter la production des ouvriers de la voie ferrée. La brigade a commencé par faire des repréailles aux ouvriers ce qui suscita une révolte contre ses membres. Bientôt tous les cheminots organisèrent une révolte contre ladite brigade, dans une bagarre deux de ses membres ont été tués, plusieurs communistes gravement blessés et finalement toute la brigade a pris la fuite. Les bolcheviks ont dû recourir aux détachements du Guépéou de la ville avoisinante Dniepropetrovsk. Seulement après quelques heures d'un combat acharné, les communistes sont à nouveau devenus maîtres de la situation à Jassinovata.

Le Cercle d'études ukrainiennes en France et le Comité Casimir Delamarre

Cette communication a été intervertie dans le dernier numéro (n° 57) de notre Revue. Il faut la lire comme suit :

« Le 10 juin a eu lieu une réunion du Cercle d'études ukrainiennes présidée par M. Ferrand, ministre plénipotentiaire, Professeur à la Sorbonne. Au cours de cette réunion, une Section historique a été fondée, elle doit porter le nom de « Comité Casimir-Delamarre », membre du corps législatif du second empire et défenseur connu du peuple ukrainien. Ce nouveau Comité est composé de parlementaires français et il est présidé par M. Emmanuel Evain, Député de Paris, ancien Président du Conseil Municipal de Paris. »

EN GÉORGIE

Le bureau de presse géorgien communique :

On mande de Tiflis que des troubles importants viennent d'éclater dans plusieurs régions de la Géorgie à la suite du désaccord des paysans avec la politique des Kolkhozes du pouvoir d'occupation.

Les paysans ont abandonné les campagnes et, s'unissant aux partisans dans les forêts, ont formé de nombreux détachements dont on ne connaît pas exactement les effectifs, qui sont considérables, et l'on redoute de graves événements.

En Géorgie occidentale, plus de 2.000 paysans bien armés viennent d'entrer en action.

Le Gérant : P. GIRAULT

Librairie Orientale et Américaine

COMMISSION

Fondée en 1835

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

3, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Etnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies

et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Ethnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures
CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

“ LE TRIDENT ”

Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France
fondée en 1925 à Paris

REDACTION ET ADMINISTRATION :

42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V^{me}

[Prix de l'abonnement en France :

Un an: **80** fr. — Six mois: **40** fr. — Trois mois: **20** fr.

Un mois: **8** fr. — Au Numéro: **2** fr.

Librairie “ LE TRIDENT ”

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne
et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les
éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslo-
vaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne,
de Mandchourie, etc...

E5114E
1931